

## MINISTÉRIO DAS FINANÇAS

### Caixa Geral de Depósitos, Crédito e Previdência

#### Despacho

Em conformidade com o preceituado no artigo 18.º do Decreto-Lei n.º 40 100, de 21 de Março de 1955, se publica que, por despacho do Conselho de Administração de 20 de Março corrente, foram autorizadas as alterações seguintes no orçamento da Caixa Geral de Aposentações para o ano em curso:

Para mais na despesa:

Artigo 10.º «Outros encargos»:

2) «Despesas com juntas médicas» . . . . . 36.000\$00

Para mais na:

Receita, nos termos do n.º 2.º do artigo 6.º do  
Decreto-Lei n.º 35 185 . . . . . 36.000\$00

Caixa Geral de Depósitos, Crédito e Previdência, 25 de Março de 1959. — O Administrador-Geral, *Ulisses Cruz de Aguiar Cortês*.

## MINISTÉRIO DOS NEGÓCIOS ESTRANGEIROS

### Direcção-Geral dos Negócios Económicos e Consulares

#### Decreto-Lei n.º 42 198

Usando da faculdade conferida pela 2.ª parte do n.º 2.º do artigo 109.º da Constituição, o Governo decreta e eu promulgo, para valer como lei, o seguinte:

Artigo único. É aprovado, para ratificação, o Acordo internacional do azeite, de 1956, com as modificações constantes do Protocolo de 3 de Abril de 1958, cujo texto, em francês e na respectiva tradução para português, vai anexo ao presente decreto-lei.

Publique-se e cumpra-se como nele se contém.

Paços do Governo da República, 31 de Março de 1959. — AMÉRICO DEUS RODRIGUES THOMAZ — *António de Oliveira Salazar* — *Pedro Theotónio Pereira* — *Júlio Carlos Alves Dias Botelho Moniz* — *Arnaldo Schulz* — *João de Matos Antunes Varela* — *António Manuel Pinto Barbosa* — *Afonso Magalhães de Almeida Fernandes* — *Fernando Quintanilha Mendonça Dias* — *Marcello Gonçalves Nunes Duarte Mathias* — *Eduardo de Arentes e Oliveira* — *Vasco Lopes Alves* — *Francisco de Paula Leite Pinto* — *José do Nascimento Ferreira Dias Júnior* — *Carlos Gomes da Silva Ribeiro* — *Henrique Veiga de Macedo* — *Henrique de Miranda Vasconcelos Martins de Carvalho*.

Para ser presente à Assembleia Nacional.

### Accord international sur l'huile d'olive, 1956

Les Gouvernements parties au présent Accord sont convenus de ce qui suit:

## CHAPITRE PREMIER

### Objectifs généraux

#### ARTICLE PREMIER

Le présent Accord a pour but:

1. D'assurer entre les pays producteurs et exportateurs d'huile d'olive une concurrence loyale et aux

consommateurs la livraison d'une marchandise conforme aux termes des contrats passés;

2. De réduire les inconvénients qui tiennent aux fluctuations des disponibilités sur le marché, sans gêner l'évolution à long terme de la demande ni de la productivité.

## CHAPITRE II

### Membres

#### ARTICLE 2

L'Accord est ouvert aux Gouvernements de tous les pays qui s'estiment intéressés à la production ou à la consommation de l'huile d'olive.

## CHAPITRE III

### Definitions

#### ARTICLE 3

1. Le «Conseil» désigne le Conseil oléicole institué en vertu de l'article 21 du présent Accord.

2. Le «Comité exécutif» désigne le Comité institué dans les conditions définies à l'article 31 du présent Accord.

3. La «campagne oléicole» désigne la période allant du 1<sup>er</sup> octobre de chaque année au 30 septembre de l'année suivante.

4. Par «Gouvernement d'un pays principalement producteur» on entend un Gouvernement participant dont le territoire ou les territoires métropolitains, sous dépendance ou autonomes, pris dans leur ensemble, ont produit en moyenne au cours des campagnes oléicoles 1949-1950 à 1954-1955 une quantité d'huile d'olive plus grande que leurs importations annuelles moyennes d'huile d'olive au cours de la période 1951 à 1954.

5. Par «Gouvernement d'un pays principalement importateur» on entend un Gouvernement participant dont le territoire ou les territoires métropolitains, sous dépendance ou autonomes, pris dans leur ensemble, ont produit en moyenne au cours des campagnes oléicoles 1949-1950 à 1954-1955 une quantité d'huile d'olive inférieure à leurs importations annuelles moyennes d'huile d'olive au cours de la période 1951 à 1954.

## CHAPITRE IV

### Engagements généraux des Gouvernements participants

#### ARTICLE 4

#### Programme d'aménagements économiques

Chaque Gouvernement participant s'engage à ne prendre aucune mesure allant à l'encontre des obligations contractées aux termes du présent Accord et des objectifs généraux définis à l'article premier.

#### ARTICLE 5

#### Mesures destinées à favoriser le développement des échanges et de la consommation en huile d'olive

Chaque Gouvernement participant s'engage à prendre les mesures qu'il estime appropriées pour faciliter les échanges et développer la consommation de l'huile d'olive. Il s'engage également à ne pas imposer de restrictions à la production de l'huile d'olive.

#### ARTICLE 6

#### Maintien de conditions de travail équitables

Les Gouvernements participants déclarent qu'en vue d'élever le niveau de vie des populations et d'éviter

l'introduction de pratiques de concurrence déloyale dans le commerce mondial de l'huile d'olive, ils s'efforceront de maintenir des normes de travail équitables dans toutes les activités oléicoles ou dérivées de l'oléiculture.

#### ARTICLE 7

##### Informations et documentation

Les Gouvernements participants s'engagent à rendre disponibles et à fournir toutes les statistiques et informations nécessaires au Conseil pour permettre à celui-ci de remplir les fonctions qui lui sont dévolues par le présent Accord, et notamment toutes les indications utiles à l'établissement du bilan oléicole et à la connaissance de la politique nationale oléicole des Gouvernements participants.

### CHAPITRE V

#### Appellations d'origine et dénominations internationales des huiles d'olive

##### ARTICLE 8

1. La dénomination «huile d'olive» est réservée à l'huile obtenue exclusivement de l'olive, sans mélange avec une huile provenant d'un autre fruit ou graine oléagineuse.

2. Les Gouvernements des pays participants s'engagent à supprimer, sur leur territoire, dans un délai maximum de deux ans, à partir de la ratification du présent Accord, au besoin par la législation propre à chaque pays, tout emploi de la dénomination «huile d'olive», seule ou combinée avec d'autres mots, qui n'est pas en conformité du présent article.

##### ARTICLE 9

1. Pour le commerce international, les dénominations des huiles d'olive de différentes qualités sont données dans l'annexe A au présent Accord, qui précise pour chaque dénomination la définition caractéristique correspondante.

2. Ces dénominations doivent obligatoirement être employées pour chaque qualité d'huile d'olive et figurer en caractères très lisibles sur tous les emballages.

##### ARTICLE 10

1. Les Gouvernements des pays participants s'engagent à prendre toutes les mesures qui, dans la forme requise par leur législation intérieure, assurent l'application des principes et dispositions fixés par les articles 8, 9, 11 et 12 du présent Accord.

2. Ils s'engagent notamment à prohiber et à réprimer l'emploi sur leurs territoires, aux fins des échanges internationaux, d'appellations d'origine et dénominations des huiles d'olive contraires à ces principes. Cet engagement vise toutes mentions apposées sur les emballages, factures, lettres de voiture et papiers de commerce, ainsi que dans la publicité, marques, noms enregistrés et illustrations se rapportant à la commercialisation internationale des huiles d'olive, en tant que ces mentions pourraient constituer de fausses indications ou pourraient prêter à confusion sur l'origine ou la qualité des huiles d'olive.

##### ARTICLE 11

1. Les appellations d'origine, lorsqu'elles sont données, ne pourront s'appliquer qu'à des huiles d'olive vierges, provenant exclusivement du pays, de la région ou de la localité mentionnés par ces appellations.

2. Les mélanges d'huiles d'olive, et quelle que soit leur origine, ne pourront bénéficier de l'indication

de provenance du pays exportateur. Cependant, lorsque les huiles auront été conditionnées et exportées du pays fournissant les huiles vierges entrant dans le mélange, elles pourront être identifiées par l'appellation géographique d'origine de l'huile d'olive vierge entrant dans la composition dudit mélange. Lorsqu'il sera fait état de l'appellation générique «Riviera», notoirement connue dans le commerce internationale de l'huile d'olive pour des mélanges d'huile d'olive vierge et de raffinée de vierge, cette appellation devra obligatoirement être précédée du mot «type». Le mot «type» devra figurer sur tous les contenants en caractères typographiques de même dimension et de même présentation que le mot «Riviera».

##### ARTICLE 12

1. En ce qui concerne les appellations d'origine, les contestations suscitées par l'interprétation des clauses du présent chapitre de l'Accord ou par les difficultés d'application qui n'auraient pas été résolues par voie de négociations directes seront examinées par le Conseil.

2. Le Conseil procédera à un essai de conciliation, après consultation de la Fédération internationale d'oléiculture, d'une organisation professionnelle qualifiée de pays principalement importateur et, s'il l'estime opportun après consultation de la Chambre de commerce internationale et du Bureau international permanent de chimie analytique; en cas d'insuccès et après que tous les moyens auront été mis en œuvre pour arriver à un accord, les Gouvernements des pays participants intéressés auront le droit de recourir en dernière instance à la Cour internationale de Justice.

### CHAPITRE VI

#### Propagande mondiale en faveur de l'huile d'olive

##### ARTICLE 13

##### Programmes de propagande

1. Les Gouvernements participants s'engagent à entreprendre en commun une action de propagande générale en faveur de l'huile d'olive, en vue d'augmenter la consommation de cette denrée dans le monde en se fondant sur l'utilisation de la dénomination «huile d'olive», telle qu'elle est définie au paragraphe 1 de l'article 8 du présent Accord.

2. Ladite action sera entreprise sous la forme d'une campagne éducative et publicitaire portant sur la saveur, l'odeur et la couleur, ainsi que sur les propriétés nutritives, thérapeutiques et autres, de l'huile d'olive, à l'exclusion de toute indication de qualité, d'origine et de provenance.

##### ARTICLE 14

Les programmes généraux et partiels de la propagande à entreprendre en vertu de l'article 13 ci-dessus sont arrêtés par le Conseil, après consultation des organismes et institutions appropriés, en fonction des ressources qui sont mises à sa disposition à cet effet.

##### ARTICLE 15

Le Conseil est chargé d'administrer les ressources affectées à la propagande commune. Il établit chaque année en annexe à son propre budget un état prévisionnel des recettes et des dépenses destinées à cette propagande.

##### ARTICLE 16

##### Fonds de propagande

1. Les Gouvernements participants des pays principalement producteurs s'engagent à mettre à la disposi-

tion du Conseil, pour chaque campagne oléicole, en vue de la propagande commune, une somme à fixer annuellement par le Conseil. Cette somme ne devra pas être inférieure à l'équivalent de 300 000 dollars des Etats-Unis d'Amérique et sera payable en cette devise. Toutefois, le Conseil pourra décider dans quelle proportion chaque Gouvernement pourra verser sa contribution dans d'autres devises. Les contributions seront couvertes:

- a) A raison de 90 pour cent, en fonction de la moyenne des exportations d'huile d'olive de chaque pays principalement producteur vers les pays principalement importateurs durant les quatre dernières années oléicoles ayant précédé l'entrée en vigueur de l'Accord. Ne sont pas considérés comme exportations, pour l'application du présent article, les échanges dans un sens ou dans l'autre entre la métropole et les territoires dépendants ou autonomes dont elle assure la représentation internationale;
- b) A raison de 10 pour cent, en fonction de la moyenne des productions d'huile d'olive de chaque pays principalement producteur durant la même période.

Aux fins du calcul de la contribution de chaque pays, le terme «huile d'olive» s'entendra au sens qu'il a au paragraphe 1 de l'article 8 du présent Accord, exception faite des huiles industrielles.

2. A l'expiration de l'Accord, et sauf renouvellement de celui-ci, les fonds éventuellement inutilisés pour la propagande seront reversés aux Gouvernements participants au prorata du total de leurs contributions à cette propagande pendant la durée de l'Accord.

#### ARTICLE 17

L'exécution technique des programmes de propagande peut être confiée par le Conseil à l'organisme spécialisé de son choix, représentatif des activités oléicoles, notamment la Fédération internationale d'oléiculture.

#### ARTICLE 18

Le Conseil est habilité à recevoir des dons de Gouvernements ou d'origine publique ou privée pour la propagande commune.

### CHAPITRE VII

#### Mesures économiques

#### ARTICLE 19

1. Le Conseil doit, au début de chaque campagne, procéder à un examen détaillé des bilans oléicoles et à une estimation globale des ressources et des besoins en huile d'olive, à partir des informations fournies par chaque Gouvernement participant, en conformité de l'article 7 du présent Accord, de la documentation statistique détenue par le Conseil et de tous autres renseignements recueillis directement par lui.

2. Le Conseil procédera à un nouvel examen du bilan des ressources et des besoins:

- a) Chaque année, après la récolte, et, au plus tard, le 30 avril;
- b) Chaque fois qu'une modification notable de la situation en fera apparaître le besoin.

3. Sur la base des conclusions auxquelles il sera parvenu après examen des bilans oléicoles de chaque pays et estimation du bilan global des ressources et besoins, le Conseil soumettra aux Gouvernements participants

à l'Accord, en vue de la normalisation du marché oléicole, les recommandations qu'il jugera appropriées.

#### ARTICLE 20

Dans le cadre des objectifs généraux définis à l'article premier du présent Accord pour la normalisation du marché de l'huile d'olive, et en vue de pallier les déséquilibres entre l'offre et la demande internationales provenant de l'irrégularité des récoltes, le Conseil étudiera dès son installation et proposera dès que possible aux Gouvernements participants toutes mesures d'ordre économique, financier et technique, y compris l'institution d'un Fonds oléicole international.

### CHAPITRE VIII

#### Administration

#### ARTICLE 21

##### Conseil

Il est institué un Conseil oléicole, chargé d'administrer le présent Accord.

#### ARTICLE 22

##### Fonctions du Conseil

1. Dans le cadre des fonctions d'administration qui lui incombent aux termes de l'Accord et indépendamment de ces attributions particulières tant en ce qui concerne le Fonds commun de propagande qu'éventuellement le Fonds oléicole international, le Conseil est chargé de promouvoir l'action de régularisation et d'expansion de l'économie oléicole mondiale, par tous encouragements en son pouvoir, dans l'ordre de la production, des échanges et de la consommation.

2. Le Conseil examine les moyens d'assurer une augmentation convenable de la consommation d'huile d'olive. Il est notamment chargé de faire aux Gouvernements participants toutes recommandations utiles concernant l'adoption d'un contrat-type international, le fonctionnement de Bureaux d'arbitrage internationaux, l'unification des normes physiques et chimiques de l'huile d'olive, ainsi que l'unification des méthodes d'analyse de l'huile d'olive.

3. Le Conseil est chargé d'entreprendre la rédaction d'un code des usages loyaux et constants du commerce international de l'huile d'olive, notamment en matière de tolérance. Il peut également entreprendre des études sur les questions concernant l'huile d'olive, la régularisation du marché oléicole et son expansion.

4. En outre, le Conseil est autorisé à entreprendre ou à faire entreprendre d'autres travaux, notamment la recherche de renseignements détaillés se rapportant à une aide spéciale sous différentes formes aux activités oléicoles, afin de pouvoir formuler toutes suggestions qu'il estime appropriées quant aux objectifs d'ensemble énumérés à l'article premier et aux problèmes concernant l'huile d'olive. Toutes ces études doivent se rapporter au plus grand nombre possible de pays et tenir compte des conditions générales sociales et économiques des pays intéressés.

5. Les études entreprises en vertu des paragraphes 3 et 4 du présent article sont effectuées conformément aux directives du Conseil, qui pourra, à cette fin, utiliser au besoin les services de la Fédération internationale d'oléiculture, considérée comme organisation internationale technique spécialisée non gouvernementale.

6. Les Gouvernements participants conviennent de faire part au Conseil des conclusions auxquelles les aura conduits l'examen des recommandations et des suggestions mentionnées au présent article.

## ARTICLE 23

1. Le Conseil établit un règlement intérieur conforme aux dispositions du présent Accord. Il tient la documentation qui lui est nécessaire pour remplir les fonctions qui lui sont dévolues par le présent Accord, ainsi que toute autre documentation qu'il juge souhaitable. En cas de conflit entre le règlement intérieur ainsi adopté et les dispositions du présent Accord, l'Accord prévaut.

2. Le Conseil établit, prépare et publie tous rapports, études, graphiques, analyses et autres documents qu'il peut juger désirables et utiles.

3. Le Conseil publie, au moins une fois par an, un rapport sur ses activités et sur le fonctionnement du présent Accord.

4. Le Conseil peut déléguer au Comité exécutif, constitué dans les conditions spécifiées à l'article 31, l'exercice de chacun de ses pouvoirs et de chacune de ses fonctions autres que celles d'administration du Fonds commun de propagande et éventuellement du Fonds oléicole international. Le Conseil peut, à tout moment, révoquer cette délégation de pouvoirs.

5. Le Conseil peut nommer les comités spéciaux qu'il juge désirables en vue de l'assister dans l'exercice des fonctions qui lui sont dévolues par le présent Accord.

6. Le Conseil exerce toutes autres fonctions nécessaires à l'exécution des dispositions du présent Accord.

## ARTICLE 24

## Composition du Conseil

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 du présent article, chaque Gouvernement participant est membre du Conseil avec droit de vote. Il a le droit de se faire représenter au Conseil par un délégué et il peut désigner des suppléants. Le délégué et les suppléants peuvent être accompagnés aux réunions du Conseil par des conseillers dans la mesure où chaque Gouvernement participant l'estime nécessaire.

2. Si un Gouvernement participant d'un pays principalement intéressé à l'importation ou à la consommation d'huile d'olive assure la représentation internationale d'un ou de plusieurs territoires dépendants ou autonomes principalement intéressés à la production ou à l'exportation d'huile d'olive, ou vice versa, ce Gouvernement a droit au sein du Conseil, soit à une représentation commune avec les territoires dépendants ou autonomes dont il assure la représentation internationale, soit, s'il le désire, à une représentation distincte du ou des territoires définis ci-dessus.

3. Le Conseil élit un président, qui n'a pas le droit de vote et qui demeure en fonction pendant une campagne oléicole. Le président n'est pas rétribué; il est choisi parmi les membres des délégations des pays participants. Dans le cas où le président est un délégué votant, un autre membre de la délégation de son pays exercera à sa place le droit de vote.

4. Le Conseil élit également un vice-président parmi les membres des délégations des pays participants. Le vice-président demeure en fonction pendant une campagne oléicole et n'est pas rétribué.

5. Le Conseil a sur le territoire de chaque pays participant, et pour autant que le permet la législation de celui-ci, la capacité juridique nécessaire à l'exercice des fonctions que lui confère le présent Accord.

## ARTICLE 25

## Réunions du Conseil

1. Le Conseil détermine le lieu de son siège. Il y tient ses réunions, à moins qu'il ne décide de tenir ex-

ceptionnellement une réunion particulière en un autre lieu.

2. Le Conseil se réunit au moins deux fois par an. En outre, il peut également être convoqué à tout moment, à la discrétion de son président.

3. Le président convoque aussi le Conseil, si la demande en est faite par:

vingt-cinq Gouvernements participants, ou un ou plusieurs Gouvernements participants détenant au moins 10 pour cent du total des voix, ou le Comité exécutif.

4. Le président doit annoncer chaque réunion, convoquée comme il est prévu aux paragraphes 2 et 3 du présent article, sept jours au moins avant la date à laquelle elle doit se tenir.

## ARTICLE 26

Les représentants détenant deux tiers des voix des pays principalement producteurs et deux tiers des voix des pays principalement importateurs constitueront ensemble le quorum à toute réunion du Conseil. Cependant, si ce quorum n'est pas atteint le jour fixé pour une réunion du Conseil convoquée conformément à l'article 25 ci-dessus, ladite réunion se tiendra trois jours plus tard et la présence de représentants détenant 50 pour cent au moins du total des voix des Gouvernements participants constituera alors le quorum.

## ARTICLE 27

Le Conseil peut prendre des décisions sans tenir de réunion, par un échange de correspondance entre le président et les Gouvernements participants, sous réserve qu'aucun Gouvernement participant ne fasse objection à cette procédure. Toute décision ainsi prise est communiquée le plus rapidement possible à tous les Gouvernements participants et elle est consignée au procès-verbal de la réunion suivante du Conseil.

## ARTICLE 28

1. Les Gouvernements parties au présent Accord sont répartis en deux groupes: celui des pays principalement producteurs et celui des pays principalement importateurs.

2. Les Gouvernements des pays principalement producteurs disposent au Conseil d'une voix par millier de tonnes métriques d'huile d'olive produite en moyenne par campagne pendant la période 1949-1950 à 1954-1955, sans qu'aucun Gouvernement puisse disposer de moins d'une voix au Conseil.

3. Les Gouvernements des pays principalement importateurs disposent au Conseil d'un nombre de voix égal à 25 pour cent du nombre de voix attribuées aux Gouvernements des pays principalement producteurs. Ces voix sont réparties entre eux en proportion de la moyenne de leurs importations pendant les années 1951 à 1954, sans qu'aucun Gouvernement puisse disposer de moins d'une voix au Conseil.

4. Il n'y aura pas de fraction de voix.

5. Si un Gouvernement participant déclare se prévaloir des dispositions du paragraphe 2 de l'article 24 pour demander la représentation séparée d'un ou de plusieurs territoires non métropolitains dont il assure la représentation internationale, ce ou ces territoires sont classés dans le groupe correspondant à leur principale activité oléicole, sans que le nombre des voix dont disposent au total les Gouvernements participants et leurs territoires représentés séparément puisse être modifié de ce fait.

## ARTICLE 29

1. Le Conseil déterminera lors de sa première session le nombre de voix revenant à chaque Gouvernement participant conformément aux dispositions de l'article 28 ci-dessus.

2. Par la suite, le Conseil rajustera ou redistribuera les voix attribuées aux Gouvernements participants:

- a) Lorsqu'un Gouvernement accède au présent Accord;
- b) Lorsqu'un Gouvernement se retire de l'Accord;
- c) Dans les circonstances prévues au paragraphe 2 de l'article 24 et à l'article 41.

## ARTICLE 30

1. Les décisions du Conseil sont prises à la majorité des suffrages exprimés.

2. Le Gouvernement participant d'un pays principalement producteur peut autoriser le délégué votant d'un autre pays principalement producteur, et le Gouvernement d'un pays principalement importateur peut autoriser le délégué votant d'un autre pays principalement importateur à représenter ses intérêts et à exercer son droit de vote à une ou plusieurs réunions du Conseil. Une attestation de cette autorisation doit être soumise au Conseil sous une forme considérée par celui-ci comme satisfaisante. Toutefois, le délégué votant d'un pays principalement producteur ne peut, outre les pouvoirs et le droit de vote détenus par son pays, représenter les intérêts et exercer le droit de vote que d'un seul pays principalement producteur. Par contre, le délégué votant d'un pays principalement importateur peut, outre les pouvoirs et le droit de vote détenus par son pays, représenter les intérêts et exercer le droit de vote de plusieurs pays principalement importateurs.

## ARTICLE 31

## Comité exécutif

1. Si le Conseil compte au moins dix-huit membres, il désigne un Comité exécutif, composé de représentants des Gouvernements de sept pays principalement producteurs participant à l'Accord, dont cinq ayant les productions d'huile d'olive les plus élevées, et de représentants des Gouvernements de cinq pays principalement importateurs participant à l'Accord, dont deux réalisant les importations d'huile d'olive les plus élevées.

2. Si le Conseil compte moins de dix-huit membres, il peut désigner un Comité exécutif, composé, dans la proportion de trois cinquièmes et de deux cinquièmes, de représentants des Gouvernements de pays participants principalement producteurs et de pays participants principalement importateurs.

3. Les membres du Comité exécutif sont désignés pour une campagne oléicole au sein de chacun des groupes. Ils sont rééligibles.

4. Le Comité exécutif exerce tels pouvoirs et telles fonctions du Conseil que celui-ci lui aura délégués aux termes du paragraphe 4 de l'article 23.

5. Le président du Conseil est ipso facto président du Comité exécutif. Il n'a pas le droit de vote.

6. Le Comité établi son règlement intérieur, sous réserve de l'approbation du Conseil.

7. Chaque membre du Comité exécutif dispose d'une voix. Au Comité les décisions sont prises à la majorité des suffrages exprimés.

8. Tout Gouvernement participant a le droit de faire appel au Conseil, dans les conditions que celui-ci peut déterminer, de toute décision du Comité exécutif et la décision du Comité exécutif est suspendue jusqu'au mo-

ment où est connue l'issue de l'appel. Dans la mesure où la décision du Conseil ne concorde pas avec la décision du Comité exécutif, cette dernière est modifiée à compter de la date à laquelle intervient la décision du Conseil.

## ARTICLE 32

## Secrétariat

1. Le Conseil sera doté d'un Secrétariat, composé d'un directeur et du personnel nécessaire à l'exécution des travaux du Conseil et de ses Comités. Le Conseil désignera le directeur et en fixera les attributions. Les membres du personnel seront nommés conformément à des règles qu'établira le Conseil; il leur sera interdit d'exercer des fonctions autres que celles de l'organisation ou d'accepter d'autres emplois. Le directeur soumettra au Conseil, en vue d'obtenir son approbation, les conditions d'emploi de tout autre personnel qu'il recruterait à titre auxiliaire.

2. Il sera fixé comme condition à l'emploi du directeur et du personnel du Secrétariat qu'ils ne possèdent aucun intérêt commercial ou financier dans l'une quelconque des diverses branches de l'industrie oléicole ou dans d'autres activités associées à cette industrie, ou qu'ils renoncent à ces intérêts.

3. Les fonctions du directeur et des membres du Secrétariat auront un caractère exclusivement international. Dans l'accomplissement de leurs devoirs ils ne solliciteront ni n'accepteront d'instructions d'aucun Gouvernement ni d'aucune autorité extérieure à l'organisation. Ils s'abstiendront de tout acte incompatible avec leur statut de fonctionnaires internationaux.

4. Les Gouvernements participants respecteront le caractère international des fonctions des membres du Secrétariat et ne chercheront pas à les influencer dans l'accomplissement de leurs devoirs.

## CHAPITRE IX

## Dispositions financières

## ARTICLE 33

1. Les dépenses des délégations au Conseil et des membres du Comité exécutif sont à la charge de leurs Gouvernements respectifs. Les autres dépenses nécessaires à l'administration du présent Accord, y compris les rémunérations versées par le Conseil, sont couvertes par voie de cotisations annuelles des Gouvernements participants. La cotisation de chaque Gouvernement de pays principalement producteur participant pour chaque campagne oléicole est proportionnelle au nombre de voix dont il dispose lorsque le budget pour cette campagne est adopté; la cotisation des pays principalement importateurs sera fixée par accord spécial entre chacun d'eux et le Conseil, compte tenu de leur importance dans l'économie oléicole.

2. Au cours de sa première réunion le Conseil approuve un budget provisoire et détermine le montant de la cotisation à verser pour la première campagne oléicole par chaque Gouvernement participant.

3. Au cours de chaque année le Conseil vote son budget pour la campagne oléicole suivante et détermine le montant de la cotisation à verser par chaque Gouvernement participant pour ladite campagne.

4. La cotisation initiale de tout Gouvernement participant accédant au présent Accord en vertu de l'article 36 est fixée par le Conseil sur la base du nombre de voix attribuées audit pays et de la fraction de l'année restant à courir jusqu'à la fin de la campagne oléicole en cours. Cependant, les cotisations fixées pour les autres Gouvernements participants pour la campagne oléicole en cours ne sont pas modifiées.

5. Les cotisations prévues au présent article sont exigibles au début de chaque campagne oléicole pour laquelle ces cotisations ont été fixées et elles sont payables dans la monnaie du pays où se trouve le siège du Conseil. Tout Gouvernement participant qui n'a pas versé sa cotisation lors de la session du Conseil qui suit la fin de la campagne oléicole pour laquelle cette cotisation a été fixée est suspendu de son droit de vote jusqu'à ce que sa cotisation ait été acquittée; toutefois, sauf par un vote du Conseil, il n'est privé d'aucun de ses autres droits, ni relevé d'aucune de ses obligations résultant du présent Accord.

6. Le Gouvernement du pays où se trouve le siège du Conseil doit exempter d'impôts, pour autant que le permet sa législation, les fonds du Conseil et les rémunérations versées par le Conseil à son personnel.

7. Au début de chaque campagne oléicole le Conseil publie un état certifié de ses recettes et de ses dépenses au cours de la campagne oléicole précédente.

8. En cas de dissolution, le Conseil prendra les mesures nécessaires au règlement de son passif, au dépôt de ses archives et à l'affectation de l'actif existant à la date d'expiration du présent Accord.

## CHAPITRE X

### Coopération avec d'autres organismes

#### ARTICLE 34

Le Conseil peut prendre tous arrangements en vue de consulter l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, ainsi que les institutions et organismes appropriés, gouvernementaux ou non gouvernementaux, et de coopérer avec eux. Il peut aussi prendre toutes dispositions qu'il estime convenables pour permettre aux représentants de ces organisations d'assister à ses réunions.

## CHAPITRE XI

### Contestations et réclamations

#### ARTICLE 35

1. Toute contestation, autre que celles visées à l'article 12, relative à l'interprétation ou à l'application du présent Accord, qui n'est pas réglée par voie de négociations, est, à la demande d'un Gouvernement participant à l'Accord et partie au différend, déferée au Conseil pour décision, après avis, le cas échéant, d'une commission consultative dont la composition sera fixée par le règlement intérieur du Conseil.

2. L'opinion motivée de la Commission consultative est soumise au Conseil, qui tranche le différend après avoir pris en considération tous les éléments d'information utiles.

3. Une plainte selon laquelle un Gouvernement participant n'aurait pas rempli les obligations imposées par le présent Accord est, sur la demande du Gouvernement participant auteur de la plainte, déferée au Conseil, qui prend une décision en la matière.

4. Un Gouvernement participant peut être reconnu coupable de manquements au présent Accord par un vote du Conseil.

5. Si le Conseil constate qu'un Gouvernement participant s'est rendu coupable d'un manquement au présent Accord, il peut appliquer à ce Gouvernement des sanctions, qui peuvent aller d'un simple avertissement à la suspension du droit de vote du Gouvernement en question, jusqu'à ce que celui-ci se soit acquitté de ses obligations, ou bien exclure ce Gouvernement de l'Accord.

## CHAPITRE XII

### Signature, acceptation, entrée en vigueur et adhésion

#### ARTICLE 36

1. Le présent Accord sera ouvert jusqu'au 1<sup>er</sup> août 1958 au siège de l'Organisation des Nations Unies à la signature des Gouvernements invités à la Conférence des Nations Unies sur l'huile d'olive.

2. Le présent Accord sera soumis à ratification ou acceptation par les Gouvernements signataires conformément à leur procédure constitutionnelle respective et les instruments de ratification ou d'acceptation seront déposés auprès du Secrétaire général des Nations Unies.

3. Le présent Accord est ouvert à l'adhésion de tout Etat invité à la Conférence des Nations Unies sur l'huile d'olive. L'adhésion se fera par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Après l'entrée en vigueur dudit Accord, le Conseil pourra accepter l'adhésion de tout autre Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies ou de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, sous réserve que les conditions de cette adhésion aient été préalablement déterminées d'un commun accord par le Conseil et l'Etat intéressé.

4. Un Gouvernement devient partie au présent Accord à compter de la date à laquelle il a déposé l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion auprès du Secrétaire général des Nations Unies.

5. Le présent Accord entrera en vigueur le jour où les Gouvernements des cinq principaux pays producteurs et les Gouvernements d'au moins deux pays principalement importateurs l'auront ratifié ou y auront adhéré, mais pas avant le 1<sup>er</sup> octobre 1958, ni après le 1<sup>er</sup> octobre 1959; toutefois, dans le cas où seuls les Gouvernements de quatre des cinq principaux pays producteurs et les Gouvernements de deux pays principalement importateurs l'auraient ratifié ou y auraient adhéré, tous les Gouvernements qui l'auraient ratifié ou y auraient adhéré pourront décider d'un commun accord qu'il entrera en vigueur entre eux. Aux fins du présent paragraphe, l'engagement pris par un Gouvernement de s'efforcer d'obtenir aussi rapidement que possible, selon sa procédure constitutionnelle, la ratification ou l'adhésion sera considéré comme équivalent à la ratification ou à l'adhésion.

6. Le Conseil peut déterminer les conditions auxquelles les Gouvernements qui n'auront pas ratifié ou accepté le présent Accord ou qui n'y auront pas adhéré avant son entrée en vigueur, mais qui auront fait connaître leur intention d'obtenir aussi rapidement que possible une décision de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, pourront, s'ils le souhaitent, prendre part aux travaux du Conseil en qualité d'observateurs, n'ayant pas droit au vote.

7. Le Secrétaire général des Nations Unies notifiera aux Gouvernements participants toute signature, ratification ou acceptation du présent Accord ou adhésion à ce dernier et informera les Gouvernements participants de toutes réserves ou conditions y afférentes.

## CHAPITRE XIII

### Durée, amendement, suspension, retrait, expiration, renouvellement

#### ARTICLE 37

1. Le présent Accord demeurera en vigueur jusqu'à la fin de la quatrième campagne oléicole qui suivra sa mise en application.

2. Le Conseil adressera aux Gouvernements participants, au moment qu'il jugera opportun, ses recommandations concernant le renouvellement ou le remplacement du présent Accord.

#### ARTICLE 38

1. En cas de circonstances qui, de l'avis du Conseil, entravent ou menacent d'entraver le fonctionnement du présent Accord, le Conseil peut recommander aux Gouvernements participants un amendement au présent Accord.

2. Le Conseil fixe le délai dans lequel chaque Gouvernement participant doit notifier au Secrétaire général des Nations Unies s'il accepte ou non un amendement recommandé en vertu du paragraphe 1 du présent article.

3. Si avant la fin du délai fixé, conformément au paragraphe 2 du présent article, tous les Gouvernements participants acceptent un amendement, celui-ci entre en vigueur immédiatement après réception par le Secrétaire général des Nations Unies de la dernière acceptation. Le Secrétaire général en avise immédiatement le Conseil.

4. Si à la fin du délai fixé, conformément au paragraphe 2 du présent article, un amendement n'est pas accepté par les Gouvernements participants détenant deux tiers des voix, cet amendement n'entre pas en vigueur.

5. Si à la fin du délai fixé, conformément au paragraphe 2 du présent article, un amendement est accepté par les Gouvernements des pays participants détenant deux tiers des voix, mais non par les Gouvernements de tous les pays participants:

- a) L'amendement entre en vigueur pour les Gouvernements participants ayant notifié leur acceptation aux termes du paragraphe 2 du présent article au commencement de la campagne oléicole qui suit la fin du délai fixé, conformément aux dispositions de ce paragraphe;
- b) Le Conseil décide sans délai si l'amendement est d'une nature telle que les Gouvernements participants qui ne l'acceptent pas doivent être suspendus du présent Accord à dater du jour où cet amendement entre en vigueur aux termes de l'alinéa a) ci-dessus, et en informe tous les Gouvernements participants. Si le Conseil décide que l'amendement est de telle nature, les Gouvernements participants qui ne l'ont pas accepté informent le Conseil, avant la date à laquelle l'amendement doit entrer en vigueur aux termes de l'alinéa a) ci-dessus, s'ils continuent à considérer cet amendement comme inacceptable; les Gouvernements participants qui en ont jugé ainsi et ceux qui n'ont pas fait connaître leur décision sont automatiquement suspendus du présent Accord à partir de la date de l'entrée en vigueur de l'amendement. Toutefois, si l'un de ces Gouvernements participants prouve au Conseil qu'il a été empêché d'accepter l'amendement avant l'entrée en vigueur de celui-ci, aux termes de l'alinéa a) ci-dessus, en raison de difficultés d'ordre constitutionnel indépendantes de sa volonté, le Conseil peut ajourner la mesure de suspension jusqu'à ce que ces difficultés aient été surmontées et que le Gouvernement participant ait notifié sa décision au Conseil.

6. Le Conseil détermine les règles selon lesquelles est réintégré un Gouvernement participant suspendu

aux termes de l'alinéa b) du paragraphe 5 du présent article, ainsi que les règles nécessaires à la mise en application des dispositions de cet article.

#### ARTICLE 39

1. Si un Gouvernement participant s'estime gravement lésé dans ses intérêts du fait qu'un Gouvernement signataire ne ratifie pas ou n'accepte pas le présent Accord, ou en raison de conditions ou réserves mises à une signature, à une ratification ou à une acceptation, il le notifie au Secrétaire général des Nations Unies. Dès la réception de cette notification, le Secrétaire général en informe le Conseil, qui examine la question, soit à sa première réunion, soit à une de ses réunions ultérieures, tenue dans le délai d'un mois au plus après la réception de la notification. Si, après l'examen de la question par le Conseil, le Gouvernement participant continue à considérer que ses intérêts sont gravement lésés, il peut se retirer de l'Accord, en notifiant son retrait au Secrétaire général des Nations Unies dans un délai de trente jours après la notification de la décision du Conseil.

2. La procédure prévue au paragraphe 1 du présent article s'applique dans les cas suivants:

- a) Lorsqu'un Gouvernement participant déclare que des raisons indépendantes de sa volonté l'empêchent de remplir les obligations contractées aux termes du présent Accord;
- b) Lorsqu'un Gouvernement participant considère que ses intérêts dans l'Accord sont dangereusement affectés par le retrait d'un autre Gouvernement participant, ou par le retrait, notifié aux termes du paragraphe 2 de l'article 41, de tout ou partie des territoires non métropolitains que représente un autre Gouvernement participant, ou par le retrait de certains desdits territoires;
- c) Lorsqu'un Gouvernement participant considère que ses intérêts dans l'Accord sont gravement lésés par une mesure prise par un autre Gouvernement participant, si ladite mesure n'est pas rapportée ou modifiée conformément aux recommandations que le Conseil, saisi d'une réclamation, aura formulées à ce sujet;
- d) Lorsqu'un Gouvernement participant considère, contrairement à une décision du Conseil prise aux termes de l'alinéa b) du paragraphe 5 de l'article 38, qu'un amendement est de nature à justifier son retrait.

3. Un Gouvernement participant peut, sur notification au Secrétaire général des Nations Unies, se retirer de l'Accord s'il est engagé dans des hostilités.

4. Tout retrait effectué en conformité des dispositions contenues dans les alinéas b), c) et d) du paragraphe 2 du présent article doit être notifié au Secrétaire général des Nations Unies. Il prend effet deux mois avant le commencement de la campagne suivante.

5. Tout retrait notifié en conformité avec l'alinéa a) du paragraphe 2 ou avec le paragraphe 3 du présent article entrera en vigueur à partir de la date de réception d'une telle notification par le Secrétaire général des Nations Unies.

#### ARTICLE 40

Le Secrétaire général des Nations Unies informe sans tarder tous les Gouvernements participants de toutes notifications de retraits qui ont été portés à sa connaissance aux termes de l'article 39 du présent Accord.

## CHAPITRE XIV

## Application territoriale

## ARTICLE 41

1. Tout Gouvernement peut, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation du présent Accord ou de l'adhésion à celui-ci, ou à tout moment ultérieur, déclarer par notification au Secrétaire général des Nations Unies que l'Accord s'étend à tout ou partie des territoires non métropolitains dont il assure la représentation internationale et l'Accord s'applique dès réception de cette notification aux territoires qui y sont mentionnés.

2. Conformément aux dispositions de l'article 39 relatives au retrait, tout Gouvernement participant peut notifier au Secrétaire général des Nations Unies le retrait séparé du présent Accord de tous les territoires non métropolitains, ou de l'un quelconque des territoires non métropolitains, dont il assure la représentation internationale.

3. Le Secrétaire général informera les Gouvernements participants de telles adhésions ou de tels retraits.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord aux dates en regard de leur signature.

Les textes du présent Accord en langues anglaise, espagnole et française font tous également foi, les originaux étant déposés auprès du Secrétaire général des Nations Unies, qui en transmet des copies certifiées conformes à tous les Gouvernements signataires ou adhérents.

## ANNEXE A

## Dénominations et définitions des huiles d'olive pour le commerce international

1. Huiles d'olive vierges: huiles d'olive obtenues par des procédés mécaniques à l'exclusion de tout mélange avec d'autres huiles d'autre nature ou obtenues de façon différente. Elles sont classées comme suit:

- a) Extra: huile d'olive de goût parfaitement irréprochable et dont l'acidité exprimée en acide oléique devra être au maximum de 1 gramme pour 100 grammes;
- b) Fine: huile d'olive remplissant les conditions des extra, sauf en ce qui concerne l'acidité exprimée en acide oléique, qui devra être au maximum de 1,5 gramme pour 100 grammes;
- c) Courante: huile d'olive légèrement défectueuse de goût et dont l'acidité exprimée en acide oléique devra être au maximum de 3 grammes pour 100 grammes, avec tolérance de 10 pour cent sur celle exprimée;
- d) Lampante: huile d'olive de goût défectueux.

## 2. Huiles d'olive raffinées:

- a) Huile d'olive pure raffinée: obtenue par le raffinage des huiles d'olive vierge;
- b) Huile d'olive de deuxième qualité raffinée: obtenue par le raffinage des huiles extraites au solvant.

## 3. Mélanges d'huiles d'olive:

- a) Huile d'olive pure: constituée par un mélange d'huile d'olive vierge et d'huile d'olive pure raffinée;
- b) Huile d'olive de coupage: constituée par un mélange d'huile d'olive vierge et d'huile d'olive de deuxième qualité raffinée.

4. Huiles industrielles: obtenues par le traitement des grignons d'olive au solvant.

5. Types: les mélanges peuvent également constituer des types dont les qualités peuvent être déterminées de gré à gré, entre les acheteurs et les vendeurs. Le qualificatif «vierge» ne pourra pas s'appliquer aux mélanges d'huiles vierges et d'huiles raffinées.

Pour l'Afghanistan:

Pour l'Argentine:

Pour l'Australie:

Pour l'Autriche:

Pour le Royaume de Belgique:

Pour la Bolivie:

Pour le Brésil:

Pour l'Union Birmane:

Pour la République Socialiste Soviétique de Biélorussie:

Pour le Cambodge:

Pour le Canada:

Pour Ceylan:

Pour le Chili:

Pour la Chine:

Pour la Colombie:

Pour le Costa-Rica:

Pour Cuba:

Pour la Tchécoslovaquie:

Pour le Danemark:

Pour la République Dominicaine:

Pour l'Equateur:

Pour l'Egypte:

Pour le Salvador:

Pour l'Ethiopie:

Pour la Finlande:

Pour la France:

Le Gouvernement de la République française interprète l'alinéa 2 de l'article 11 du présent Accord comme ne s'opposant pas à l'application des dispositions de la législation ou de la réglementation internes, dans la mesure où ces dernières sont plus rigoureuses que celles de l'Accord. — *Hervé Alphand.*

Pour la Tunisie<sup>1</sup>.

*Hervé Alphand* (le 14 février 1956).

Pour la République Fédérale d'Allemagne:

Pour la Grèce:

Pour le Guatemala:

Pour Haïti:

Pour le Honduras:

Pour l'Islande:

Pour l'Inde:

Pour l'Indonésie:

Pour l'Iran:

Pour l'Irak:

Pour l'Irlande:

Pour Israël:

Pour l'Italie:

Pour le Japon:

Pour le Royaume Hachémite de Jordanie:

Pour la République de Corée:

Pour le Laos:

Pour le Liban:

Pour le Libéria:

Pour la Libye:

*S. M. Muntasser* (le 14 février 1956).

Pour le Luxembourg:

Pour le Mexique:

Pour le Népal:

Pour les Pays-Bas:

Pour la Nouvelle-Zélande:

Pour le Nicaragua:

Pour la Norvège:

Pour le Pakistan:

Pour le Panama:

Pour le Paraguay:

Pour le Pérou:

Pour les Philippines:

Pour la Pologne:

Pour le Portugal:

*L. Esteves Fernandes* (le 15 février 1956).

Pour la Fédération de la Rhodésie et du Nyassaland:

Pour l'Arabie Saoudite:

Pour l'Espagne:

Pour la Suède:

Pour la Suisse:

Pour la Syrie:

Pour la Thaïlande:

Pour la Turquie:

Pour la République Socialiste Soviétique d'Ukraine:

Pour l'Union Sud-Africaine:

Pour l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques:

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

Pour les Etats-Unis d'Amérique:

Pour l'Uruguay:

Pour le Venezuela:

Pour le Viet-Nam:

Pour le Yémen:

Pour la Yougoslavie:

### Acordo internacional do azeite, 1956

Os Governos Partes no presente Acordo convencionaram o seguinte:

#### CAPÍTULO I

##### Objectivos gerais

##### ARTIGO 1

O presente Acordo tem por fim:

1. Promover a concorrência leal entre os países produtores e exportadores de azeite e dar aos consumidores a garantia de receber a mercadoria conforme com os termos dos contratos firmados.

2. Atenuar os inconvenientes resultantes das flutuações das disponibilidades do mercado, sem entravar a evolução a longo prazo da procura e da produtividade.

#### CAPÍTULO II

##### Membros

##### ARTIGO 2

O Acordo está patente aos Governos de todos os países que se considerem interessados na produção ou no consumo de azeite.

<sup>1</sup> Par une communication en date du 14 février 1956, le représentant permanent de la France auprès des Nations Unies a confirmé « que le Gouvernement tunisien tient à donner à l'alinéa 2 de l'article III de cet Accord la même interprétation que le Gouvernement français ». —

## CAPÍTULO III

## Definições

## ARTIGO 3

1. «Conselho» designa o Conselho Oleícola, instituído em virtude do artigo 21 do presente Acordo.

2. «Comissão Executiva» designa a Comissão instituída nas condições definidas no artigo 31 do presente Acordo.

3. «Campanha oleícola» designa o período entre 1 de Outubro de cada ano e 30 de Setembro do ano seguinte.

4. Por «Governo de um país principalmente produtor» entende-se um Governo participante cujo território ou territórios metropolitanos, dependentes ou autónomos, considerados em conjunto, produziram em média nas campanhas oleícolas de 1949-1950 a 1954-1955 quantidade de azeite maior que as suas importações médias anuais de azeite no período de 1951 a 1954.

5. Por «Governo de um país principalmente importador» entende-se um Governo participante cujo território ou territórios metropolitanos, dependentes ou autónomos, considerados em conjunto, produziram em média nas campanhas oleícolas de 1949-1950 a 1954-1955 quantidade de azeite inferior às suas importações anuais médias de azeite no período de 1951 a 1954.

## CAPÍTULO IV

## Compromissos gerais dos Governos participantes

## ARTIGO 4

## Programa de ordenação económica

Cada Governo participante compromete-se a não tomar qualquer disposição contrária às obrigações contraídas nos termos do presente Acordo e aos objectivos gerais definidos no artigo 1.

## ARTIGO 5

## Medidas destinadas a promover o desenvolvimento das trocas e do consumo de azeite

Cada Governo participante compromete-se a tomar as medidas que considerar apropriadas para facilitar as trocas e desenvolver o consumo de azeite. Compromete-se também a não impor restrições à produção de azeite.

## ARTIGO 6

## Manutenção de condições de trabalho equitativas

Os Governos participantes declaram que, no propósito de elevar o nível de vida das populações e de evitar a introdução de práticas de concorrência desleal no comércio mundial do azeite, se esforçarão por manter normas de trabalho equitativas em todas as actividades oleícolas ou derivadas da oleicultura.

## ARTIGO 7

## Informações e documentação

Os Governos participantes comprometem-se a tornar disponíveis e a fornecer todas as estatísticas e informações necessárias ao Conselho para este poder desempenhar as funções que lhe são conferidas pelo presente Acordo, e em particular todas as indicações úteis para a elaboração do balanço oleícola e conhecimento da política nacional oleícola dos Governos participantes.

## CAPÍTULO V

## Indicações de origem e denominações internacionais dos azeites

## ARTIGO 8

1. A denominação «azeite» reserva-se para o óleo obtido exclusivamente de azeitona, sem mistura com óleo proveniente doutro fruto ou semente oleaginosa.

2. Os Governos dos países participantes comprometem-se a suprimir nos seus territórios, no prazo máximo de dois anos, a contar da ratificação do presente Acordo, se necessário pela legislação própria de cada país, todo o uso da denominação «azeite», só ou combinada com outras palavras, que não esteja em conformidade com o presente artigo.

## ARTIGO 9

1. Para o comércio internacional, as denominações dos azeites de diferentes qualidades são dadas no anexo A do presente Acordo, que para cada denominação dá, de maneira precisa, a definição característica correspondente.

2. É obrigatório o emprego destas denominações para cada qualidade de azeite, devendo as mesmas figurar em caracteres bem legíveis em todas as embalagens.

## ARTIGO 10

1. Os Governos dos países participantes comprometem-se a tomar todas as medidas que, na forma exigida pelas suas legislações interiores, promovam a aplicação dos princípios e disposições fixados pelos artigos 8, 9, 11 e 12 do presente Acordo.

2. Comprometem-se em particular a proibir e reprimir nos seus territórios o uso, para fins de trocas internacionais, de indicações de origem e denominações de azeites contrárias a estes princípios. Este compromisso abrange todas as menções apostas nas embalagens, facturas, guias de transporte e documentos comerciais, assim como na publicidade, marcas, nomes registados e ilustrações relacionadas com a comercialização internacional dos azeites, na medida em que essas menções possam constituir indicações falsas ou possam prestar-se a confusão quanto à origem e qualidade dos azeites.

## ARTIGO 11

1. As indicações de origem, quando sejam dadas, só poderão aplicar-se a azeites virgens provenientes exclusivamente do país, região ou localidade mencionados por essas indicações.

2. As misturas de azeites, e quaisquer que sejam as suas origens, só poderão beneficiar da indicação de proveniência do país exportador. No entanto, quando os azeites tiverem sido acondicionados e exportados do país fornecedor dos azeites virgens que entram na mistura, poderão ser identificadas pela indicação geográfica de origem do azeite virgem que entra na composição da dita mistura. Quando se mencionar a indicação de origem genérica «Riviera», notoriamente conhecida no comércio internacional do azeite para misturas de azeite virgem com azeite refinado proveniente da refinação de azeite virgem, esta indicação de origem deverá ter a precedê-la, obrigatoriamente, a palavra «tipo». A palavra «tipo» deverá figurar em todos os recipientes em caracteres tipográficos com a mesma dimensão e apresentação que a palavra «Riviera».

## ARTIGO 12

1. No que diz respeito às indicações de origem, o Conselho examinará as contestações suscitadas pela inter-

pretação das cláusulas do presente capítulo do Acordo ou pelas dificuldades de aplicação que não tenham sido resolvidas por meio de negociações directas.

2. O Conselho procederá a uma tentativa de conciliação, depois de consultar a Federação Internacional de Oleicultura, uma organização profissional qualificada de país principalmente importador e, se o entender oportuno, depois de consultar a Câmara de Comércio Internacional e o Bureau Internacional Permanente de Química Analítica; no caso de insucesso, e depois de se terem utilizado todos os meios para conseguir acordo, os Governos dos países participantes interessados terão o direito de recorrer, em última instância, para o Tribunal Internacional de Justiça.

## CAPÍTULO VI

### Propaganda mundial a favor do azeite

#### ARTIGO 13

##### Programas de propaganda

1. Os Governos participantes comprometem-se a empreender em comum uma propaganda geral a favor do azeite, no propósito de aumentar o consumo deste produto alimentar no Mundo, baseando-se na utilização da denominação «azeite» definida no § 1 do artigo 8 do presente Acordo.

2. Essa propaganda empreender-se-á na forma de campanha educativa e publicitária relativa ao sabor, odor e cor, assim como às propriedades nutritivas, terapêuticas e outras, do azeite, com exclusão de qualquer indicação de qualidade, origem e proveniência.

#### ARTIGO 14

Os programas gerais e parciais da propaganda a fazer em virtude do artigo 13 acima serão fixados pelo Conselho, depois de consultados os organismos e instituições apropriados, tendo em conta os recursos postos à sua disposição para esse efeito.

#### ARTIGO 15

O Conselho fica encarregado de administrar os recursos destinados à propaganda comum. Elabora todos os anos, em anexo ao seu próprio orçamento, uma estimativa das receitas e despesas destinadas a esta propaganda.

#### ARTIGO 16

##### Fundo de Propaganda

1. Os Governos participantes dos países principalmente produtores comprometem-se a pôr à disposição do Conselho em cada campanha oleícola, com vista à propaganda comum, uma quantia a fixar anualmente pelo Conselho. Esta quantia não deverá ser inferior ao equivalente de 300 000 dólares dos Estados Unidos da América e será pagavel nessa moeda. Todavia, o Conselho poderá decidir em que proporção cada Governo poderá liquidar a sua contribuição noutras moedas.

As contribuições serão fixadas:

- a) A razão de 90 por cento, tendo em conta a média das exportações de azeite de cada país principalmente produtor para os países principalmente importadores durante os quatro últimos anos oleícolas anteriores à entrada do Acordo em vigor. Não se consideram exportações, para aplicação do presente artigo, as trocas num sentido ou noutro entre a metrô-

pole e os territórios dependentes ou autónomos de que aquela assegura a representação internacional;

- b) A razão de 10 por cento, tendo em conta a média das produções de azeite de cada país principalmente produtor durante o mesmo período.

Para o efeito do cálculo da contribuição de cada país, o termo «azeite» abrangerá o significado que tem no § 1 do artigo 8 do presente Acordo, exceptuando-se os óleos industriais.

2. Ao expirar o Acordo, e salvo renovação deste, os fundos que eventualmente não tiverem sido utilizados na propaganda serão devolvidos aos Governos participantes na proporção do total das suas contribuições para essa propaganda durante a vigência do Acordo.

#### ARTIGO 17

O Conselho pode confiar a execução técnica dos programas de propaganda ao organismo especializado que escolher, e em particular à Federação Internacional de Oleicultura. O referido organismo deverá ser representativo das actividades oleícolas.

#### ARTIGO 18

O Conselho está habilitado a receber donativos de Governos ou de origem pública ou privada para a propaganda comum.

## CAPÍTULO VII

### Medidas económicas

#### ARTIGO 19

1. O Conselho, no início de cada campanha, deve proceder a um estudo pormenorizado dos balanços oleícolas e a uma avaliação global dos recursos e necessidades de azeite, a partir das informações fornecidas por cada Governo participante, em conformidade com o artigo 7 do presente Acordo, da documentação estatística em poder do Conselho e de todas as outras informações que obtiver directamente.

2. O Conselho procederá a novo estudo do balanço dos recursos e necessidades:

- a) Cada ano, depois da colheita, e o mais tardar até 30 de Abril;
- b) Cada vez que uma modificação notável da situação mostre haver necessidade desse estudo.

3. Com base nas conclusões a que chegar depois do estudo dos balanços oleícolas de cada país e da avaliação do balanço global dos recursos e necessidades, o Conselho submeterá aos Governos participantes no Acordo, com vista à normalização do mercado oleícola, as recomendações que entender apropriadas.

#### ARTIGO 20

De harmonia com os objectivos gerais definidos no artigo 1 do presente Acordo para a normalização do mercado do azeite, com o fim de atenuar o desequilíbrio entre a oferta e a procura internacionais, provenientes da irregularidade das colheitas, o Conselho estudará, logo que esteja constituído, e proporá aos Governos participantes, com a possível brevidade, quaisquer medidas de ordem económica, financeira e técnica, incluindo a constituição de um Fundo Oleícola Internacional.

## CAPÍTULO VIII

## Administração

## ARTIGO 21

## Conselho

Institui-se um Conselho Oleícola, encarregado de administrar o presente Acordo.

## ARTIGO 22

## Atribuições do Conselho

1. De harmonia com as funções de administração que lhe incumbem nos termos do Acordo, e independentemente das suas atribuições particulares, tanto no que diz respeito ao Fundo de Propaganda Comum, como eventualmente ao Fundo Oleícola Internacional, o Conselho é encarregado de promover a acção de regularização e expansão da economia oleícola mundial, por todos os meios ao seu alcance, nos domínios da produção, troca e consumo.

2. O Conselho estudará os meios de conseguir um aumento conveniente do consumo de azeite. Em especial, é encarregado de fazer aos Governos participantes todas as recomendações úteis acerca da adopção de um contrato-tipo internacional, do funcionamento de serviços internacionais de arbitragem, da unificação das normas físicas e químicas do azeite e da unificação dos métodos de análise do azeite.

3. O Conselho está encarregado de empreender a redacção de um código dos usos leais e constantes do comércio internacional do azeite, especialmente em matéria de tolerâncias. Pode também empreender estudos sobre as questões relativas ao azeite, à regularização do mercado oleícola e à sua expansão.

4. Além disso, o Conselho fica autorizado a fazer ou mandar fazer outros trabalhos, em especial a busca de informações pormenorizadas sobre as diversas formas de auxílio especial às actividades oleícolas, a fim de poder formular todas as sugestões que entender apropriadas quanto aos objectivos de conjunto enumerados no artigo 1 e quanto aos problemas relativos ao azeite. Todos estes estudos devem dizer respeito ao maior número possível de países e devem ter em conta as condições gerais sociais e económicas dos países interessados.

5. Os estudos a que se proceder em virtude dos §§ 3 e 4 do presente artigo serão efectuados em conformidade com as directrizes eventuais do Conselho, o qual poderá, com este fim, utilizar, se necessário, os serviços da Federação Internacional de Oleicultura, considerada organização internacional técnica especializada não governamental.

6. Os Governos participantes convencionam comunicar ao Conselho as conclusões a que os conduzir o estudo das recomendações e sugestões mencionadas no presente artigo.

## ARTIGO 23

1. O Conselho elaborará um regulamento interno conforme com as disposições do presente Acordo. Terá a documentação que lhe for necessária para desempenhar as funções que lhe são atribuídas pelo presente Acordo, e bem assim qualquer outra documentação que entender desejável. No caso de conflito entre o regulamento interno adoptado e as disposições do presente Acordo, o Acordo prevalece.

2. O Conselho elaborará, preparará e publicará todos os relatórios, estudos, gráficos, análises e outros documentos que possa julgar desejáveis e úteis.

3. O Conselho publicará, pelo menos uma vez por ano, um relatório das suas actividades e do funcionamento do presente Acordo.

4. O Conselho poderá delegar na Comissão Executiva, constituída nas condições especificadas no artigo 31, o exercício de cada um dos seus poderes e de cada uma das suas funções que não sejam as de administração do Fundo de Propaganda Comum e, eventualmente, do Fundo Oleícola Internacional. O Conselho, em qualquer momento, poderá revogar essa delegação de poderes.

5. O Conselho poderá nomear as comissões especiais que entender necessárias para o assistir no exercício das funções que lhe são atribuídas pelo presente Acordo.

6. O Conselho exercerá todas as outras funções necessárias para a execução das disposições do presente Acordo.

## ARTIGO 24

## Composição do Conselho

1. Com reserva das disposições do § 2 do presente artigo, cada Governo participante é membro do Conselho, com direito de voto. Tem o direito de se fazer representar no Conselho por um delegado e pode nomear suplentes. O delegado e os suplentes podem ser acompanhados nas reuniões do Conselho por conselheiros, na medida em que cada Governo participante o considerar necessário.

2. Se um Governo participante de um país principalmente interessado na importação ou no consumo de azeite assegurar a representação internacional de um ou vários territórios dependentes ou autónomos principalmente interessados na produção ou na exportação de azeite, ou vice-versa, esse Governo tem direito, no Conselho, quer a uma representação comum com os territórios dependentes ou autónomos de que assegura a representação internacional, quer, se o desejar, a uma representação distinta do ou dos territórios definidos acima.

3. O Conselho elegerá um presidente, que não tem direito de voto e se mantém durante uma campanha oleícola. O presidente não percebe retribuição e é escolhido de entre os membros das delegações dos países participantes. No caso de o presidente ser um delegado votante, outro membro da delegação do seu país exercerá em seu lugar o direito de voto.

4. O Conselho elegerá também um vice-presidente de entre os membros das delegações dos países participantes. O vice-presidente mantém-se em funções durante uma campanha oleícola e não percebe retribuição.

5. O Conselho, no território de cada país participante e na medida em que o permitir a legislação deste, terá a capacidade jurídica necessária para o exercício das funções que lhe confere o presente Acordo.

## ARTIGO 25

## Reuniões do Conselho

1. O Conselho determinará o lugar da sua sede. Efectuará nele as suas reuniões, a não ser que decida efectuar excepcionalmente uma determinada reunião noutra lugar.

2. O Conselho reunirá, pelo menos, duas vezes por ano. Além disso, poderá também ser convocado em qualquer momento, à discrição do seu presidente.

3. O presidente convocará também o Conselho, se lhe for apresentado pedido por:

Cinco Governos participantes, ou um ou mais Governos participantes que representem, pelo menos, 10 por cento do total dos votos, ou a Comissão Executiva.

4. O presidente deve anunciar cada reunião, convocada como previsto nos §§ 2 e 3 do presente artigo, pelo menos sete dias antes da data em que essa reunião deve efectuar-se.

## ARTIGO 26

Os representantes que detiverem dois terços dos votos dos países principalmente produtores e dois terços dos votos dos países principalmente importadores constituirão em conjunto o quórum para qualquer reunião do Conselho. No entanto, se não se atingir este quórum no dia marcado para uma reunião do Conselho, convocada em conformidade com o artigo 25 acima, a referida reunião efectuar-se-á três dias depois e a presença de representantes que detenham, pelo menos, 50 por cento do total dos votos dos Governos participantes constituirá então o quórum.

## ARTIGO 27

O Conselho poderá tomar decisões sem efectuar reunião, por troca de correspondência entre o presidente e os Governos participantes, com a reserva de que nenhum Governo participante faça objecção a este procedimento. Qualquer decisão que se tomar deste modo será comunicada o mais rapidamente possível a todos os Governos participantes e será registada na acta da reunião seguinte do Conselho.

## ARTIGO 28

1. Os Governos Partes no presente Acordo são divididos em dois grupos: o dos países principalmente produtores e o dos países principalmente importadores.

2. Os Governos dos países principalmente produtores disporão no Conselho de um voto por cada milhar de toneladas métricas de azeite produzido em média por campanha durante o período de 1949-1950 a 1954-1955, sem que nenhum Governo possa ter menos de um voto no Conselho.

3. Os Governos dos países principalmente importadores terão no Conselho um número de votos igual a 25 por cento do número de votos atribuídos aos Governos dos países principalmente produtores. Estes votos serão distribuídos entre eles na proporção da média das suas importações durante os anos de 1951 a 1954, sem que nenhum Governo possa ter menos de um voto no Conselho.

4. Não haverá fracção de voto.

5. Se um Governo participante declarar que, ao abrigo das disposições do § 2 do artigo 24, pede a representação separada de um ou mais territórios não metropolitanos de que assegura a representação internacional, esse ou esses territórios serão classificados no grupo correspondente à sua principal actividade oleícola, sem que o número de votos de que dispõem no total os Governos participantes e os seus territórios representados separadamente possa ser modificado por esse facto.

## ARTIGO 29

1. O Conselho determinará na sua primeira sessão o número de votos que cabe a cada Governo participante, em conformidade com as disposições do artigo 28 acima.

2. Ulteriormente, o Conselho reajustará ou redistribuirá os votos atribuídos aos Governos participantes:

- a) Quando um Governo tem acesso ao presente Acordo;
- b) Quando um Governo se retira do Acordo;
- c) Nas circunstâncias previstas no § 2 do artigo 24 e no artigo 41.

## ARTIGO 30

1. As decisões do Conselho tomam-se pela maioria dos sufrágios expressos.

2. O Governo participante de um país principalmente produtor pode autorizar o delegado votante doutro país principalmente produtor, e o Governo de um país principalmente importador pode autorizar o delegado votante de outro país principalmente importador, a representar os seus interesses e exercer o seu direito de voto numa ou mais reuniões do Conselho. Deve entregar-se ao Conselho um atestado desta autorização, em forma que este considere satisfatória. Todavia, o delegado votante de um país principalmente produtor não pode, além dos poderes e direito de voto pertencentes ao seu país, representar os interesses e exercer o direito de voto de mais de um país principalmente produtor. Em contrapartida, o delegado votante de um país principalmente importador pode, além dos poderes e direito de voto pertencentes ao seu país, representar os interesses e exercer o direito de voto de vários países principalmente importadores.

## ARTIGO 31

## Comissão Executiva

1. Se o Conselho tiver, pelo menos, dezoito membros, nomeará uma Comissão Executiva, composta por representantes dos Governos de sete países principalmente produtores participantes no Acordo, cinco dos quais com as produções de azeite maiores, e por representantes dos Governos de cinco países principalmente importadores participantes no Acordo, dois dos quais com as importações de azeite maiores.

2. Se o Conselho tiver menos de dezoito membros, poderá nomear uma Comissão Executiva, composta, na proporção de três quintos e dois quintos, por representantes dos Governos de países participantes principalmente produtores e de países participantes principalmente importadores.

3. Os membros da Comissão Executiva serão nomeados para uma só campanha oleícola em cada um dos grupos e serão reelegíveis.

4. A Comissão Executiva exercerá os poderes e funções do Conselho que este lhe delegar, nos termos do § 4 do artigo 23.

5. O presidente do Conselho é presidente nato da Comissão Executiva e não terá direito de voto.

6. A Comissão elaborará o seu regulamento interno, sujeito à aprovação do Conselho.

7. Cada membro da Comissão Executiva terá direito a um voto. Na Comissão as decisões tomam-se pela maioria dos sufrágios expressos.

8. Qualquer Governo participante terá o direito de apelar para o Conselho, nas condições que este poderá determinar, de qualquer decisão da Comissão Executiva e esta decisão ficará suspensa até ao momento em que se conhecer o resultado do recurso. Na medida em que a decisão do Conselho não concordar com a decisão da Comissão Executiva, esta decisão será modificada a contar da data em que for pronunciada a decisão do Conselho.

## ARTIGO 32

## Secretariado

1. O Conselho terá um Secretariado, composto por um director e pelo pessoal necessário para a execução dos trabalhos do Conselho e das suas comissões. O Conselho nomeará o director e fixará as atribuições deste. Os membros do pessoal serão nomeados segundo as regras que o Conselho estabelecer; ser-lhes-á proibido exercer funções que não as da organização ou aceitar outros empregos. O director submeterá ao Conselho, a fim de obter a aprovação deste, as condições de admissão de qualquer outro pessoal que recrutar a título auxiliar.

2. Fixar-se-á como condição de admissão do director e do pessoal do Secretariado que não possuam nenhum interesse comercial ou financeiro em qualquer dos vários ramos da indústria oleícola ou noutras actividades associadas a esta indústria, ou que renunciem a esses interesses.

3. As funções do director e dos membros do Secretariado terão carácter exclusivamente internacional. No desempenho dos seus deveres não solicitarão nem aceitarão instruções de nenhum Governo nem de nenhuma autoridade exterior à organização e abster-se-ão de qualquer acto incompatível com o seu estatuto de funcionários internacionais.

4. Os Governos participantes respeitarão o carácter internacional das funções dos membros do Secretariado e não procurarão influenciá-los no desempenho dos seus deveres.

## CAPÍTULO IX

### Disposições financeiras

#### ARTIGO 33

1. As despesas das delegações no Conselho e dos membros da Comissão Executiva ficarão a cargo dos seus Governos respectivos. As outras despesas necessárias para a administração do presente Acordo, incluindo as remunerações pagas pelo Conselho, serão cobertas por meio de quotizações anuais dos Governos participantes. A quotização de cada Governo de país participante principalmente produtor, em cada campanha oleícola, é proporcional ao número de votos de que dispuser quando for aprovado o orçamento para essa campanha; a quotização dos países principalmente importadores estabelecer-se-á por acordo especial entre cada um deles e o Conselho, tendo em conta a sua importância na economia oleícola.

2. Na sua primeira reunião o Conselho aprovará um orçamento provisório e determinará o valor da quotização a pagar na primeira campanha oleícola por cada Governo participante.

3. Em cada ano o Conselho aprovará o seu orçamento para a campanha oleícola seguinte e determinará o valor da quotização a pagar por cada Governo participante na referida campanha.

4. A quotização inicial de qualquer Governo participante que tenha acesso ao presente Acordo em virtude do artigo 36 será fixada pelo Conselho, com base no número de votos atribuídos ao referido país e na restante fracção do ano que falte decorrer até ao fim da campanha oleícola em curso. No entanto, não se modificarão as quotizações fixadas para os outros Governos participantes na campanha oleícola em curso.

5. As quotizações previstas no presente artigo serão exigíveis no princípio de cada campanha oleícola para a qual essas quotizações se estabelecerem e serão pagáveis na moeda do país onde estiver a sede do Conselho. Qualquer Governo participante que não tiver pago a sua quotização na sessão do Conselho seguinte ao fim da campanha oleícola para a qual essa quotização tiver sido fixada ficará suspenso do seu direito de voto até que a sua quotização seja liquidada; todavia, salvo por votação do Conselho, não será privado de nenhum dos seus outros direitos, nem liberto de nenhuma das suas obrigações resultantes do presente Acordo.

6. O Governo do país onde estiver a sede do Conselho deverá isentar de impostos, tanto quanto o permita a sua legislação, os fundos do Conselho e as remunerações pagas pelo Conselho ao seu pessoal.

7. No início de cada campanha oleícola o Conselho publicará uma declaração autenticada das suas receitas e despesas durante a campanha oleícola anterior.

8. No caso de dissolução, o Conselho tomará as medidas necessárias para liquidação do seu passivo, depósito dos seus arquivos e aplicação do activo existente na data de expiração do presente Acordo.

## CAPÍTULO X

### Cooperação com outros organismos

#### ARTIGO 34

O Conselho poderá tomar todas as disposições necessárias para consultar a Organização das Nações Unidas da Alimentação e Agricultura, assim como as instituições e organismos apropriados, governamentais ou não governamentais, e com eles colaborar. Poderá também tomar todas as disposições que entender convenientes para que os representantes dessas organizações assistam às suas reuniões.

## CAPÍTULO XI

### Contestações e reclamações

#### ARTIGO 35

1. Qualquer contestação, além das mencionadas no artigo 12, relativa à interpretação ou à aplicação do presente Acordo, que não seja resolvida por meio de negociação, será, a pedido de um Governo participante no Acordo e parte no litígio, apresentada ao Conselho para decisão, depois de ouvida, se necessário, uma comissão consultiva, cuja composição será fixada pelo regulamento interno do Conselho.

2. O parecer fundamentado da comissão consultiva será submetido ao Conselho, que resolverá o litígio depois de ter tomado em consideração todos os elementos de informação úteis.

3. Uma queixa de que um Governo participante não tenha cumprido as obrigações impostas pelo presente Acordo será, a pedido do Governo participante autor da queixa, apresentada ao Conselho, que tomará decisão na matéria.

4. Um Governo participante poderá ser considerado culpado de desrespeito do presente Acordo, por decisão do Conselho.

5. Se o Conselho verificar que um Governo participante se tornou culpado de desrespeito do presente Acordo, poderá aplicar a esse Governo sanções, que poderão ir de simples advertência até à suspensão do direito de voto do Governo em questão, até este cumprir as suas obrigações, ou ainda excluir esse Governo do Acordo.

## CAPÍTULO XII

### Assinatura, aceitação, entrada em vigor e adesão

#### ARTIGO 36

1. O presente Acordo estará patente até 1 de Agosto de 1958, na sede da Organização das Nações Unidas, à assinatura dos Governos convidados para a Conferência das Nações Unidas Relativa ao Azeite.

2. O presente Acordo será submetido à ratificação ou aceitação dos Governos signatários, segundo as suas normas constitucionais respectivas, e os instrumentos de ratificação ou aceitação serão depositados junto do Secretário-Geral das Nações Unidas.

3. O presente Acordo está patente à adesão de qualquer Estado convidado para a Conferência das Nações Unidas Relativa ao Azeite. A adesão far-se-á mediante depósito de um instrumento de adesão junto do Secretário-Geral da Organização das Nações Unidas. Após a entrada em vigor do referido Acordo, o Conselho poderá

aceitar a adesão de qualquer outro Estado Membro da Organização das Nações Unidas ou da Organização das Nações Unidas para a Alimentação e Agricultura, sob reserva de as condições dessa adesão terem sido previamente determinadas de comum acordo pelo Conselho e pelo Estado interessado.

4. Um Governo torna-se Parte no presente Acordo a contar da data em que depositou o instrumento de ratificação, aceitação ou adesão junto do Secretário-Geral das Nações Unidas.

5. O presente Acordo entrará em vigor no dia em que os Governos dos cinco principais países produtores e os Governos de, pelo menos, dois países principalmente importadores o tiverem ratificado ou a ele tiverem aderido, mas não antes de 1 de Outubro de 1958, nem depois de 1 de Outubro de 1959; no entanto, no caso de só os Governos de quatro dos cinco principais países produtores e os Governos de dois países principalmente importadores o terem ratificado ou a ele terem aderido, todos os Governos que o tiverem ratificado ou a ele tiverem aderido poderão decidir de comum acordo que entre em vigor entre eles. Para os fins do presente parágrafo, o compromisso que um Governo tome de procurar obter, tão rapidamente quanto possível, segundo as suas normas constitucionais, a ratificação ou a adesão considerar-se-á equivalente à ratificação ou à adesão.

6. O Conselho poderá determinar as condições em que os Governos que não tiverem ratificado ou aceite o presente Acordo ou que a este não tenham aderido antes da sua entrada em vigor, mas que tiverem comunicado a intenção de obter o mais rapidamente possível uma decisão de ratificação, aceitação ou adesão, poderão, se o desejarem, tomar parte nos trabalhos do Conselho como observadores, sem direito de voto.

7. O Secretário-Geral das Nações Unidas comunicará aos Governos participantes qualquer assinatura, ratificação ou aceitação do presente Acordo ou adesão a este e informará os Governos participantes de todas as reservas ou condições que as acompanhem.

### CAPÍTULO XIII

#### Duração, emendas, suspensão, retirada, expiração, renovação

##### ARTIGO 37

1. O presente Acordo manter-se-á em vigor até ao fim da quarta campanha oleícola que se seguir à sua entrada em aplicação.

2. O Conselho fará aos Governos participantes, quando o entender oportuno, as suas recomendações acerca da renovação ou substituição do presente Acordo.

##### ARTIGO 38

1. No caso de circunstâncias que, no entender do Conselho, dificultem ou ameacem dificultar o funcionamento do presente Acordo, o Conselho poderá recomendar aos Governos participantes que se emende o Acordo.

2. O Conselho fixará o prazo no qual cada Governo participante deverá comunicar ao Secretário-Geral das Nações Unidas se aceita ou não uma emenda recomendada, em virtude do § 1 do presente artigo.

3. Se antes do fim do prazo fixado, segundo o § 2 do presente artigo, todos os Governos participantes aceitarem uma emenda, esta entrará em vigor imediatamente depois de o Secretário-Geral das Nações Unidas receber a última aceitação. O Secretário-Geral comunicá-lo-á imediatamente ao Conselho.

4. Se no fim do prazo fixado, segundo o § 2 do presente artigo, uma emenda não for aceite pelos Governos participantes detentores de dois terços dos votos, essa emenda não entrará em vigor.

5. Se no fim do prazo fixado, segundo o § 2 do presente artigo, uma emenda for aceite pelos Governos dos países participantes detentores de dois terços dos votos, mas não pelos Governos de todos os países participantes:

- a) A emenda entrará em vigor relativamente aos Governos participantes que tiverem comunicado a sua aceitação, nos termos do § 2 do presente artigo, no começo da campanha oleícola que se seguir ao fim do prazo fixado, segundo as disposições desse parágrafo;
- b) O Conselho decidirá sem demora se a emenda é de natureza tal que os Governos participantes que não a aceitem devem ser suspensos do presente Acordo a partir do dia em que essa emenda entrar em vigor, nos termos da alínea a) acima, e informará disso todos os Governos participantes. Se o Conselho decidir que a emenda é dessa natureza, os Governos participantes que não a aceitaram informarão o Conselho, antes da data em que a emenda deve entrar em vigor, nos termos da alínea a) acima, se continuam a considerar essa emenda inaceitável; os Governos participantes que assim o tenham entendido e os que não comunicarem a sua decisão serão automaticamente suspensos do presente Acordo, a partir da data da entrada da emenda em vigor. Todavia, se um desses Governos participantes provar ao Conselho que foi impedido de aceitar a emenda antes de esta entrar em vigor, nos termos da alínea a) acima, em virtude de dificuldades de ordem constitucional independentes da sua vontade, o Conselho poderá adiar a medida de suspensão até que se tenham superado essas dificuldades e que o Governo participante tenha comunicado a sua decisão ao Conselho.

6. O Conselho determinará as regras segundo as quais será reintegrado um Governo participante suspenso nos termos da alínea b) do § 5 do presente artigo, assim como as regras necessárias para a aplicação deste artigo.

##### ARTIGO 39

1. Se um Governo participante se considerar gravemente lesado nos seus interesses pelo facto de um Governo signatário não ratificar ou não aceitar o presente Acordo, ou em virtude de condições ou reservas postas a uma assinatura, ratificação ou aceitação, comunicá-lo-á ao Secretário-Geral das Nações Unidas. Logo que receba esta comunicação, o Secretário-Geral informará disso o Conselho, que examinará a questão, quer na primeira reunião, quer numa das reuniões ulteriores que se realize dentro de um mês, no máximo, depois de recebida a comunicação. Se, depois de estudada a questão pelo Conselho, o Governo participante continuar a considerar os seus interesses gravemente lesados, poderá retirar-se do Acordo, comunicando a sua retirada ao Secretário-Geral das Nações Unidas, no prazo de trinta dias, depois de comunicada a decisão do Conselho.

2. O procedimento previsto no § 1 do presente artigo aplicar-se-á nos casos seguintes:

- a) Quando um Governo participante declarar que razões independentes da sua vontade o impedem de cumprir as obrigações contraídas nos termos do presente Acordo;
- b) Quando um Governo participante considerar que os seus interesses no Acordo são perigosamente lesados pela retirada doutro Governo

participante ou pela retirada, comunicada nos termos do § 2 do artigo 41, do todo ou parte dos territórios não metropolitanos representados por outro Governo participante, ou pela retirada dalguns dos referidos territórios;

- c) Quando um Governo participante considerar que os seus interesses no Acordo são gravemente lesados por uma medida tomada por outro Governo participante, se a referida medida não for revogada ou modificada segundo as recomendações que o Conselho formular a esse respeito, em virtude de uma reclamação;
- d) Quando um Governo participante considerar, contrariamente a uma decisão tomada pelo Conselho, nos termos da alínea b) do § 5 do artigo 38, que o carácter de uma emenda justifica a sua retirada.

3. Um Governo participante poderá retirar-se do Acordo, comunicando-o ao Secretário-Geral das Nações Unidas, se se envolver em hostilidades.

4. Qualquer retirada que se efectue segundo as disposições contidas nas alíneas b), c) e d) do § 2 do presente artigo deverá ser comunicada ao Secretário-Geral das Nações Unidas e terá efeito dois meses antes do começo da campanha seguinte.

5. Qualquer retirada comunicada em conformidade com a alínea a) do § 2 ou com o § 3 do presente artigo entrará em vigor a partir da data da recepção dessa comunicação pelo Secretário-Geral das Nações Unidas.

#### ARTIGO 40

O Secretário-Geral das Nações Unidas informará sem demora todos os Governos participantes de todas as comunicações de retirada que lhe sejam transmitidas, nos termos do artigo 39 do presente Acordo.

### CAPÍTULO XIV

#### Aplicação territorial

#### ARTIGO 41

1. Qualquer Governo, no momento da assinatura, ratificação, aceitação do presente Acordo ou adesão a este, ou em qualquer momento ulterior, poderá declarar por comunicação ao Secretário-Geral das Nações Unidas que o Acordo abrange o todo ou parte dos territórios não metropolitanos de que assegura a representação internacional, e o Acordo, a partir da recepção desta comunicação, aplicar-se-á aos territórios que nesta se mencionarem.

2. Em conformidade com as disposições do artigo 39 relativas à retirada, qualquer Governo participante poderá comunicar ao Secretário-Geral das Nações Unidas a retirada separada do presente Acordo de todos os territórios não metropolitanos ou de um qualquer dos territórios não metropolitanos de que assegura a representação internacional.

3. O Secretário-Geral informará os Governos participantes dessas adesões ou retiradas:

Em fé do que os abaixo assinados, devidamente autorizados para esse efeito pelos seus Governos respectivos, assinaram o presente Acordo nas datas indicadas junto das suas assinaturas.

Os textos do presente Acordo, nas línguas inglesa, espanhola e francesa, fazem todos fé igualmente, estando os originais depositados junto do Secretário-Geral das Nações Unidas, que transmitirá cópias devidamente certificadas dos mesmos a todos os Governos signatários ou aderentes.

### ANEXO A

#### Denominações e definições dos azeites para o comércio internacional

1. Azeites virgens: azeites obtidos por processos mecânicos, sem nenhuma mistura com outros óleos doutra natureza ou obtidos de maneira diferente.

Classificam-se como segue:

- a) Extra: azeite de sabor perfeitamente irrepreensível e cuja acidez expressa em ácido oleico deverá ser um máximo de 1 g por 100 g;
- b) Fino: azeite nas mesmas condições do extra, salvo quanto à acidez expressa em ácido oleico, que deverá ser no máximo de 1,5 g por 100 g;
- c) Corrente: azeite de sabor levemente defeituoso e cuja acidez expressa em ácido oleico deverá ser no máximo de 3 g por 100 g, com tolerância de 10 por cento;
- d) Lampante: azeite de sabor defeituoso.

2. Azeites refinados:

- a) Azeite puro refinado: obtido pela refinação dos azeites virgens;
- b) Azeite de segunda qualidade, refinado: obtido pela refinação de óleos extraídos com dissolventes.

3. Azeites preparados à base de misturas:

- a) Azeite puro: constituído por uma mistura de azeite virgem e de azeite puro refinado;
- b) Azeite de mistura: constituído por uma mistura de azeite virgem e de azeite de segunda qualidade refinado.

4. Óleos industriais: obtidos pelo tratamento dos bagaços de azeitona por meio de dissolventes.

5. Tipos: as misturas também podem constituir tipos cujas qualidades podem ser determinadas de comum acordo entre comprador e vendedor. O qualificativo «virgem» não poderá aplicar-se às misturas de azeites virgens e azeites refinados.

Pelo Afeganistão:

Pela Argentina:

Pela Austrália:

Pela Áustria:

Pelo Reino da Bélgica:

Pela Bolívia:

Pelo Brasil:

Pela União Birmane:

Pela República Socialista Soviética da Bielorrússia:

Pelo Camboja:

Pelo Canadá:

Por Ceilão:

Pelo Chile:

Pela China:

Pela Colômbia:

Por Costa Rica:

Por Cuba:

Pela Checoslováquia:

Pela Dinamarca:

Pela República Dominicana:

Pelo Equador:

Pelo Egipto:

Por Salvador:

Pela Etiópia:

Pela Finlândia:

Pela França:

O Governo da República Francesa interpreta a alínea 2 do artigo 11 do presente Acordo como não se opondo à aplicação das disposições da legislação ou regulamentação internas, na medida em que estas são mais rigorosas que as do Acordo. — *Hervé Alphand*.

Pela Tunísia <sup>1</sup>:

*Hervé Alphand* (14 de Fevereiro de 1956).

Pela República Federal da Alemanha:

Pela Grécia:

Pela Guatemala:

Pelo Haiti:

Pelas Honduras:

Pela Islândia:

Pela Índia:

Pela Indonésia:

Pelo Irão:

Pelo Iraque:

Pela Irlanda:

Por Israel:

Pela Itália:

Pelo Japão:

Pelo Reino Hachemita da Jordânia.

Pela República da Coreia:

Pelo Laos:

Pelo Líbano:

Pela Libéria:

Pela Líbia:

*S. M. Muntasser* (14 de Fevereiro de 1956).

Pelo Luxemburgo:

Pelo México:

Pelo Nepal:

Pelos Países Baixos:

Pela Nova Zelândia:

Pela Nicarágua:

Pela Noruega:

Pelo Paquistão:

Pelo Panamá:

Pelo Paraguai:

Pelo Peru:

Pelas Filipinas:

Pela Polónia:

Por Portugal:

*L. Esteves Fernandes* (15 de Fevereiro de 1956).

Pela Federação da Rodésia e Niassalândia:

Pela Arábia Saudita:

Pela Espanha:

Pela Suécia:

Pela Suíça:

Pela Síria:

Pela Tailândia:

Pela Turquia:

Pela República Socialista Soviética da Ucrânia:

Pela União Sul-Africana:

Pela União das Repúblicas Socialistas Soviéticas:

Pelo Reino Unido da Grã-Bretanha e Irlanda do Norte:

Pelos Estados Unidos da América:

Pelo Uruguai:

Pela Venezuela:

Pelo Vietname:

Pelo Iémen:

Pela Jugoslávia:

<sup>1</sup> Por comunicação datada de 14 de Fevereiro de 1956, o representante permanente da França nas Nações Unidas confirmou «que o Governo tunisiano dá à alínea 2 do artigo 11 deste Acordo a mesma interpretação que o Governo Francês».